

Conférence interparlementaire sur la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et sur la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)

7-9 septembre 2017, Tallinn

Informations de base

Situation actuelle au-delà des frontières de l'UE

L'Europe fait face à de nombreux défis et à des menaces communes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Union européenne. La solidarité et la coopération sont les outils essentiels pour répondre à ces menaces, ce que l'UE a bien démontré à travers ses actions concertées dans la gestion des crises actuelles, depuis les flux migratoires jusqu'aux relations avec la Russie. L'UE emploie une variété de politiques pour élargir la sphère des valeurs européennes de démocratie, d'état de droit et de respect des droits de l'homme, et pour renforcer la stabilité en Europe et au-delà. Il s'agit notamment de la politique européenne de voisinage et de la politique d'élargissement de l'UE, citées également dans la [stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne](#) parmi les priorités de l'action extérieure.

Politique d'élargissement

La stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne indique que «dans le cadre de la politique d'élargissement actuelle, les problèmes que soulèvent les migrations, la sécurité énergétique, le terrorisme et la criminalité organisée sont communs à l'UE, aux Balkans occidentaux et à la Turquie. On ne pourrait donc y remédier qu'en agissant en commun». La politique d'élargissement de l'UE se fonde sur le consensus renouvelé atteint lors du [Conseil européen en décembre 2006](#). Plus récemment, le processus d'élargissement a été discuté à la réunion du Conseil des affaires générales le 13 décembre 2016, mais aucun consensus n'a été atteint pour adopter les conclusions. Les dernières [conclusions du Conseil](#) sur la politique d'élargissement ont été adoptées en décembre 2015. Selon [la Déclaration de Rome](#), signée en mars 2017, les portes de l'UE restent ouvertes à ceux qui respectent les valeurs de l'UE. Les conclusions ont réaffirmé la détermination de l'UE à poursuivre le processus d'élargissement et souligné son importance pour assurer la paix, la démocratie, la prospérité, la sécurité et la stabilité en Europe. L'ancienne République yougoslave de Macédoine et l'Albanie ont actuellement le statut de pays candidats. Les négociations d'adhésion ont également été entamées avec le Monténégro, la Serbie et la Turquie. La Bosnie-Herzégovine et le Kosovo sont des pays candidats potentiels.

Politique européenne de voisinage

La politique européenne de voisinage vise à renforcer la stabilité et la résilience des États et des sociétés des 16 voisins à l'est et au sud de l'Union européenne. Elle a été révisée en novembre 2015, l'accent étant mis sur la bonne gouvernance, la démocratie, l'état de droit et les droits de l'homme; le développement économique pour la stabilisation; la sécurité, la migration et la mobilité. Après cette révision, l'UE a défini les priorités de partenariat avec la Jordanie et le Liban et lancé les négociations sur une zone de libre-échange approfondi et complet (ZLEAC) entre l'UE, le Maroc et la Tunisie. [Un rapport conjoint sur la mise en œuvre de la politique européenne de voisinage révisée](#) a été publié en mai 2017. Le dernier [sommet du partenariat oriental](#), qui a eu lieu à Riga en mai 2015, a confirmé l'importance du partenariat oriental avec l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine en tant que dimension

de la politique européenne de voisinage. Le prochain sommet du partenariat oriental se tiendra le 24 novembre 2017 à Bruxelles. En juin 2017, l'accord sur la libéralisation du régime des visas entre l'UE et l'Ukraine est entré en vigueur. Le dernier sommet UE-Ukraine a eu lieu les 12 et 13 juillet 2017 à Kiev. En mars 2017, la libéralisation du régime des visas avec la Géorgie est entrée en vigueur.

Relations avec la Russie

L'union européenne a également fait preuve de son unité en imposant plusieurs régimes de sanctions en 2014, en réponse à l'annexion illégale de la Crimée, aux actions compromettant la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance de l'Ukraine et à la déstabilisation délibérée de l'Ukraine par la Russie. La durée des sanctions dépend des actions de la Russie. Les sanctions économiques visant des secteurs spécifiques de l'économie russe sont directement liées à la mise en œuvre intégrale des accords de Minsk. Ainsi, après leur imposition, les sanctions ont été prolongées à plusieurs reprises et tout récemment encore, le 28 juin 2017, le [Conseil](#) a décidé à l'unanimité de prolonger les sanctions économiques jusqu'au 31 janvier 2018. La stabilité de l'Europe est également affectée par les conflits gelés en Géorgie, en Transnistrie et dans le Haut-Karabakh.

Migration et terrorisme

En tant que donateur principal, l'Union européenne œuvre à mettre fin au conflit en Syrie. La présence de groupes terroristes en Syrie constitue une menace pour l'ensemble de la région et pour la communauté internationale. Au vu des attentats terroristes récents dans l'UE et au-delà de ses frontières, la lutte contre le terrorisme est l'une des principales priorités de l'UE en matière de sécurité. [Les dernières conclusions du Conseil](#) sur l'action extérieure de l'UE en matière de lutte contre le terrorisme ont été adoptées le 19 juin 2017. La crise syrienne a augmenté la pression migratoire sur l'Europe, ce qui démontre nettement que les événements en dehors des frontières de l'Union européenne ont un impact sur la stabilité de l'UE. La migration est également un élément essentiel de la stratégie globale de l'UE. En juin 2016, l'Union européenne a mis en place le cadre de partenariat pour les migrations, qui prévoit des actions à court et à long terme pour gérer la migration externe. L'UE apporte également une assistance ciblée dans le domaine de la migration à la Libye, ainsi qu'un soutien à travers les missions et les opérations de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC).

Points de discussion

1. Comment parvenir à un équilibre entre sécurité intérieure et extérieure?
2. Quel avenir pour le partenariat oriental?
3. Les frontières de l'UE demeureront-elles inchangées pour la génération à venir?